## La revanche de Dosière, le « comptable de la République »

'annonce de la réduction du train de vie de l'Etat, c'est un peu la victoire du député René Dosière, le « comptable de la République ». Voilà bientôt dix ans que cet élu de l'Aisne, apparenté socialiste, traque les dépenses superflues des administrations, dénonce les rémunérations excessives de certains élus et réclame plus de transparence dans les ministères.

Dosière use de « la question écrite » comme d'une arme. Il s'en saisit pour la première fois en 2001 lorsqu'il est gêné de devoir voter le budget de l'Elysée « à l'aveugle ». Il interroge Lionel Jospin et demande naïvement au Premier ministre de lui fournir la liste des personnes affectées à l'Elysée mais rémunérées par les ministères. Jospin le renvoie dans ses cordes. Dosière ne lâche rien. Il apprend à mieux formuler ses demandes, les fait plus précises et les rédige par dizaines. Les ministères sont obligés de répondre. Les précisions tombent parfois six mois plus tard, mais qu'importe, le député amasse ses chiffres et commence à y voir plus clair sur le train de vie de l'Elysée.

## Mon travail agace, ça finit par payer

Lorsqu'en 2007, comme tous les ans, la présidence publie ses comptes sur une page et demie, Dosière oppose un livre de 176 pages, « l'Argent caché de l'Elysée », fruit de ses investigations. On y apprend le coût de la garden-party, le salaire du président, le nombre de chauffeurs. La présidence ne peut plus reculer. En 2008, la Cour des comptes, alors présidée par Philippe Séguin, entre pour la



PARIS, LE 3 DÉCEMBRE 2009. Le député René Dosière traque les dépenses superflues de l'Etat depuis près de dix ans. (IP3/MAXPPP/MARLENE AWAAD.)

première fois à l'Elysée. Dosière a mené en parallèle son enquête sur les ministères. En décembre dernier, il s'étonne de l'importance du cabinet de Borloo ou du nombre de cuisiniers qui, en un an, a doublé au Quai d'Orsay. Hier, après l'annonce de Nicolas Sarkozy, le député affichait une victoire modeste — « mon travail agace, ça finit par payer » car il attend de voir. « Il n'y a aucun chiffrage dans cette lettre, il faut voir l'impact que cela aura car les administrations, en tout cas celles en contact avec le public, sont déjà réduites à la portion congrue. En revanche, il y a encore des efforts à faire au sein des cabinets ministériels.»

EMELINE CAZI